

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 24 – 16 juin 2022.

### En bref

**Les Universités de Yale et Columbia aux Etats-Unis classent la Colombie 87<sup>ème</sup> parmi 180 pays, sur la base de l'Indice de Performance Environnementale.**

Le pays passe ainsi de la 50<sup>e</sup> position en 2020 à la 87<sup>e</sup> pour 2022, en obtenant pour cette année une note de 42,2/100. L'index évalue la vitalité des écosystèmes du pays, la qualité de l'environnement pour la santé ainsi que les politiques climatiques. Il utilise 40

indicateurs de performance répartis en 11 catégories différentes (biodiversité, acidification, ressources en eau, qualité de l'air, etc). La Colombie obtient de relativement bons résultats en matière de vitalité des écosystèmes, notamment grâce à sa riche biodiversité, et dans les indicateurs de santé. Elle se classe respectivement en 63<sup>ème</sup> et 54<sup>ème</sup> position sur ces catégories. En revanche, elle se classe à la 129<sup>ème</sup> position en matière de politique climatique. Ces résultats peuvent notamment être expliqués la déforestation et l'extraction illicite de minéraux. Le Chili, l'Equateur et le Venezuela se placent respectivement en 65<sup>ème</sup>, 66<sup>ème</sup> et 67<sup>ème</sup> positions.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 87/180

C'est le rang de la Colombie dans le classement fait à partir de l'Indice de Performance Environnementale

### Zoom sur

Du 6 au 10 juin 2022 s'est tenu à Los Angeles le **neuvième Sommet des Amériques**. Il a réuni les représentants d'une vingtaine de pays du continent. Son but était de renforcer les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique Latine, face à l'influence grandissante de la Chine dans la région et après la présidence de Donald Trump marquée par les tensions avec le Mexique. Toutefois, certains acteurs tels que le Venezuela, Cuba ou le Nicaragua n'ont pas été invités. Cela a provoqué de vives réactions avant et pendant l'évènement, ainsi qu'un boycott d'Andrés Manuel Lopez Obrador, le président du Mexique.

Un des thèmes majeurs était celui de l'immigration sur le continent. Le Sommet a ainsi donné lieu à **la signature de la « Déclaration de Los Angeles »**, dont l'objectif est d'harmoniser et de coordonner les politiques migratoires des vingt pays signataires (l'Argentine, La Barbade, le Belize, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, les Etats-Unis, le Panama, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay). Elle n'est pas contraignante et se base sur le principe de responsabilité partagée. Elle repose sur quatre principes: le soutien aux pays qui accueillent des migrants, la création de nouvelles voies légales pour les travailleurs étrangers, une protection conjointe des frontières et une réponse coordonnée aux flux migratoires entre le Mexique et les Etats-Unis. Ces derniers ont d'ailleurs promis d'accueillir 20 000 réfugiés d'Amérique Latine entre 2023 et 2024, soit trois fois plus que sur l'année passée. Toutefois, cela reste loin des chiffres de l'immigration clandestine, puisque près de 7 500 migrants irréguliers en provenance d'Amérique Latine tentent d'entrer aux Etats-Unis chaque jour. Les Etats-Unis ont également annoncé vouloir débloquer une aide pour les migrants de la région, notamment du Venezuela, à hauteur de 314 MUSD. Le Mexique a quant à lui annoncé le lancement d'un nouveau programme de travail à destination de 15 000 à 20 000 Guatémaltèques par an. En marge du rassemblement, une caravane de plusieurs milliers de migrants est partie du Mexique au début du Sommet en direction des Etats-Unis. Neuf pays (la Colombie, le Chili, l'Equateur, le Mexique, le Canada, les Etats-Unis, le Costa Rica, le Pérou et le Panama) se sont également accordés sur la signature d'un pacte environnemental pour la conservation des océans de la région.

## BOLIVIE

### Les responsables du recensement 2022 remplacés à 5 mois de sa réalisation.

Le président Luis Arce a nommé Sergio Cusicanqui (ex-Vice-ministre du Trésor et du Crédit Public) à la tête du ministère de la Planification, un des organismes responsables de l'organisation du Recensement de la Population et des Ménages 2022. Il remplace Gabriela Mendoza, mise en cause par l'Assemblée Législative du fait des retards cumulés dans l'organisation de cet exercice en 2022. Gastón Cordero a quant à lui été nommé Directeur par intérim de l'Institut National des Statistiques (INE), l'autre organisme responsable, en remplacement de Humberto Arandia. Auparavant, le Président Arce avait refusé la démission de M. Arandia, qui estimait que ses problèmes de santé l'empêcheraient de mener à bien le recensement prévu pour le 16 novembre. Le formulaire du recensement n'a pas encore été présenté (il devait l'être en mai) faute de personnel technique. Un report du recensement a été évoqué par la presse, mais écarté par les autorités.

### 6 entreprises sont encore en lice pour l'exploitation directe du lithium.

L'entreprise publique de lithium YLB a présenté l'étude technique justifiant la qualification de 6 entreprises dans le cadre de l'appel d'offres pour le projet d'exploitation directe du lithium (EDL). Restent en lice les entreprises chinoises

Catl Brulp & Cmoc, Citi Guaon/Crig, Xinjiang Tbea Group et Fusion Enertech, l'américaine Lilac Solutions et la russe Uranium One Group. Les technologies de ces 6 entreprises ont permis d'obtenir un taux de récupération du lithium supérieur à 80% dans les salines d'Uyuni, Coipasa et Pasto Grande. YLB convoquera les entreprises qualifiées à une réunion pour présenter ses « conditions souveraines » et n'écarte pas de choisir plusieurs partenaires. Parmi les deux entreprises disqualifiées dans cette dernière étape, l'américaine EnergyX a déclaré que sa technologie avait atteint un taux de récupération de 94% à Uyuni mais que les autorités l'ont disqualifiée pour avoir présenté son rapport final avec un retard de 10 minutes.

## COLOMBIE

### Les investissements étrangers en Colombie sont en augmentation.

Les investissements directs étrangers (IDE) en Colombie ont connu une hausse de 120% entre janvier et mars 2022 comparé à la même période en 2021 (passés de 2,4 Mds USD à 5,2 Mds USD). Ils sont principalement dirigés vers le secteur financier, ainsi que le financement de projets dans les transports, les communications, les mines et le pétrole, l'électricité, le gaz et l'eau. En particulier, les investissements directs étrangers des Etats-Unis ont atteint plus d'1 Md USD au premier trimestre 2022. C'est le plus haut niveau d'investissements américains depuis 2007, en augmentation de 330,6% par rapport au premier trimestre 2021 (20% du total des investissements reçus par la Colombie). Au total, presque 450 entreprises américaines sont



installées en Colombie, pour plus de 107 000 emplois.

### La Colombie envisage d'exporter de l'hydrogène vert.

Dans le cadre de sa feuille de route sur le secteur, la Colombie envisage d'exporter l'hydrogène produit grâce aux surplus des énergies solaires et éoliennes du pays. A court terme, le pays souhaiterait améliorer son interconnexion avec l'Équateur et en développer une avec le Panama. A plus long terme, la Colombie aimerait devenir un fournisseur des marchés européen et asiatique. Cette déclaration a eu lieu dans le cadre de la Semaine de l'Énergie en Amérique latine, organisée par Siemens Energy, qui avait pour but de réfléchir à la place du continent dans la transition énergétique et la sécurité de l'alimentation en énergie.

### Le Ministère des Finances publie des prévisions optimistes pour 2022.

Le Ministre des Finances, José Manuel Restrepo, a présenté ce lundi 13 juin les prévisions macroéconomiques du gouvernement pour l'année 2022. Les prévisions de croissance sont plus favorables qu'anticipé, puisqu'elles se situent à 6,5% (contre les 5% prévus en février), ce qui rejoint les projections de la Banque Mondiale (5,4%) et de l'OCDE (6,1%). Le déficit fiscal devrait quant à lui diminuer par rapport aux précédentes prévisions : 5,6%, contre 6,2% du PIB auparavant. La dette publique à la fin de l'année devrait également être inférieure aux prévisions (56,5% contre 60,5% du PIB). En revanche, les prévisions d'inflation à la fin de

l'année ont été multipliées par deux (8,5% contre 4,3% en février). Le rapport prévoit ainsi une augmentation graduelle du prix de l'essence

## ÉQUATEUR

### Le risque pays s'envole à la suite des manifestations indigènes...

La confédération nationale indigène s'est déclaré en grève indéfinie. Au troisième jour de ce mouvement social, qui revendique l'augmentation du coût de la vie, en particulier l'augmentation des coûts de production liés aux prix des engrais, l'indice de risque pays s'est envolé et a atteint 944 pdb, alors qu'il s'était stabilisé à 700 pdb cette dernière année.

### ...et les pertes sont évaluées à 10 MUSD par jour.

Le mouvement social indigène arrive à sa troisième journée. Les premières estimations du ministère des finances font état de pertes d'environ 10 MUSD par jour, essentiellement en milieu rural dans la zone centrale du pays. Les secteurs du lait, des fleurs et brocolis sont les plus touchés. Par ailleurs 8 puits pétroliers ont été mis à l'arrêt par les manifestants, ce qui représente environ 1400 barils de pétrole par jour.



## GUYANA

### La coopération énergétique se développe entre le Brésil, le Guyana et le Suriname.

Le Guyana et le Suriname disposent à eux deux d'autant de réserves de pétrole que le Brésil. Les ressources pétrolières de ces trois pays s'élèvent ainsi à plus de 25 Mds de barils. Dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie du fait de la guerre en Ukraine, ces ressources pourraient contribuer au développement économique de l'Amérique latine et dans les Caraïbes selon le président guyanais, Mohamed Irfaan Ali. Ce dernier a annoncé au Sommet des Amériques que Trinité-et-Tobago, le Guyana, le Suriname, la Barbade et le Brésil seraient en capacité à répondre aux besoins énergétiques de la région. Mohamed Irfaan Ali et Jair Bolsonaro ont également annoncé récemment vouloir renforcer leur coopération économique et agricole.

### La Banque Mondiale va financer le système éducatif du Guyana à hauteur de 44 MUSD

Le but est d'améliorer l'accès à l'enseignement secondaire et d'adapter les formations aux demandes du marché du travail. Le fonds a en particulier pour objectif de former les Guyanais aux nouveaux enjeux de l'agriculture résiliente, des technologies bas-carbone et du développement des outils numériques. Ces ressources devraient bénéficier à plus de 60 000 élèves et plus de 2 000 professeurs. Un nouveau programme scolaire devrait être mis en place,

comprenant de nouvelles thématiques pour permettre de rattraper le retard dû à la pandémie.

## PÉROU

### Le déficit budgétaire s'élève à -0,9% du PIB grâce à une bonne collecte fiscale.

Après avoir atteint un pic de -8,9% en décembre 2020 du fait de la crise sanitaire, le déficit budgétaire du Pérou s'est réduit jusqu'à atteindre -0,9% en mai 2022, et pourrait encore se réduire. Ainsi, l'objectif de réduction du déficit à -2,5% en 2022 et -1% vers 2026 a été atteint plus tôt que prévu. Cette performance découle de la reprise économique constatée dès 2021 et de termes de l'échange très favorables (surtout du cuivre), permettant une collecte fiscale plus importante auprès des entreprises minières notamment. On note en particulier une hausse de 52% de la collecte de l'impôt sur les sociétés sur les 5 premiers mois de 2022. Dans une moindre mesure, la baisse des dépenses publiques contribue aussi à ce résultat, avec une baisse de -14% de l'investissement public sur 5 mois. Avec l'accélération attendue des dépenses des collectivités locales (dont le mandat se termine fin 2022), cette contraction s'atténuerait à -1,7% pour 2022. Le déficit budgétaire devrait se stabiliser en 2023, avec une croissance économique modérée mais également de moindres dépenses de la part des nouvelles autorités locales.



## L'OCDE valide la feuille de route en vue de l'adhésion du Pérou.

Le secrétaire général de l'OCDE Mathias Cormann a annoncé l'adoption formelle des feuilles de routes en vue de l'adhésion du Brésil, de la Bulgarie, de la Croatie, du Pérou et de la Roumanie. L'annonce a été faite au terme de la réunion annuelle des Ministres de l'organisation, à laquelle une délégation péruvienne a participé. Menée par le Vice-ministre de l'Économie et la Vice-ministre du Commerce extérieur, celle-ci a participé aux débats sur la prévention et la réponse aux pandémies, le commerce durable ou encore la transition verte. L'OCDE a reconnu les avancées enregistrées par le Pérou au cours de la dernière décennie, et sa participation croissante aux dispositifs de l'organisation. Une coopération plus étroite débute désormais afin d'incorporer les normes OCDE dans les politiques publiques péruviennes, et ce dans de nombreux domaines (éducation, santé, travail, environnement, anticorruption, gouvernance, développement économique, investissement et commerce durable, entre autres).

## SURINAME

### La nouvelle TVA du Suriname ne sera finalement mise en place qu'à partir du 1er janvier 2023.

La prise d'effet de cette taxe, qui devait être ce 1er juillet 2022, n'aura lieu que le 1er janvier 2023. Fixée à 15%, elle a pour objectif de remplacer le Sales Tax Act de 1997 fixé à 10%. Elle s'appliquera aux biens de consommation et

aux services. A la différence du Sales Tax Act en vigueur, qui n'est payé que par le consommateur final, la TVA devra être payée à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement. Cela devrait permettre de rendre les échanges commerciaux plus transparents. Pour rappel, le Suriname est le seul membre de la communauté caribéenne (CARICOM) qui n'a pas de système de TVA à ce jour.

## VENEZUELA

### Les Etats-Unis allègent progressivement les sanctions contre le Venezuela.

Les Etats-Unis ont notamment donné l'autorisation à Eni et Repsol de reprendre les échanges dettes-pétrole avec PDVSA. Pour le moment, seulement ces deux compagnies sont autorisées à exploiter le pétrole vénézuélien, malgré le lobbying des autres entreprises du secteur (Chevron aux Etats-Unis, Maurel&Prom en France). Dans ce contexte, un cargo de l'entreprise Eni est arrivé en eaux vénézuéliennes ce vendredi 10 juin. PDVSA pourra ainsi rembourser ses dettes envers les deux sociétés, dettes qui s'élevaient à 1,4 MUSD fin 2021. La production vénézuélienne de pétrole brut pourrait ainsi passer de 800 000 à 1,2 millions de barils par jour, malgré une chute de cette production en mai (-5%). Cette flexibilisation des sanctions américaines intervient dans un contexte de tension sur les hydrocarbures du fait du conflit en Ukraine.



## Le renforcement des liens entre les gouvernements vénézuélien et iranien.

Nicolas Maduro, actuellement en tournée internationale, s'est rendu en Iran en fin de semaine dernière. Cette rencontre a permis de finaliser la signature d'un accord bilatéral de coopération stratégique sur 20 ans entre les deux pays, concernant les secteurs du pétrole, de la pétrochimie, du tourisme, de la technologie et de l'alimentation. Le président vénézuélien a notamment annoncé un commandement de 4 navires pétroliers au chantier naval iranien SADRA. Le premier navire, du type Aframax et d'une valeur de 60 MUSD, naviguera vers le Venezuela dans un mois.. C'est également dans ce contexte que des tours opérateurs et des influenceurs iraniens, regroupant plus de 1 000 agences de voyages en Iran, sont arrivés ce lundi 13 juin à Porlamar au Venezuela afin de promouvoir le tourisme entre les deux pays. L'ouverture d'un vol direct Caracas-Téhéran devrait également voir le jour le 18 juillet prochain.

## Le pays a besoin d'investissements pour son système électrique national et sa production de gaz naturel.

Le Ministre de l'Énergie électrique a présenté un plan d'investissements de 11,657 Mds USD afin de redresser le système électrique national. Le plan est prévu sur 4 ans et a pour objectif d'augmenter la production d'électricité de 9 GW, en récupérant 8 centrales hydroélectriques et 44 centrales thermoélectriques, installées après l'urgence électrique de 2010. Pour le moment, le plan n'indique pas comment seront financés ces investissements.

Concernant le gaz naturel, le Venezuela détient les 8èmes ressources au monde. Selon l'AVPG (Association Vénézuélienne de Fournisseurs de Gaz), ces dernières devraient lui permettre de satisfaire la demande nationale, tout en exportant sa production, mais l'industrie gazière est en manque d'investissements, l'empêchant d'augmenter sa production. En 2021, la production de gaz vénézuélien était inférieure de 40% à celle de 2016, avec une moyenne de 4,7 milliards de pieds cubes par jour (Gpi3/j). Avec des investissements suffisants, la production pourrait passer à 10,5 Gpi3/j entre 2023 et 2030.

## Indicateurs de la semaine

Estimations et prévisions annuelles de croissance du PIB

Source : Banque Mondiale

PIB réel (%) <sup>1</sup>	2019	2020	2021e	2022p	2023p	2024p
Amérique latine et Caraïbes (LAC)	0,8	-6,4	6,7	2,5	1,9	2,4
Argentine	-2,0	-9,9	10,3	4,5	2,5	2,5
Bolivie	2,2	-8,7	6,1	3,9	2,8	2,7
Brésil	1,2	-3,9	4,6	1,5	0,8	2,0
Chili	0,8	-6,0	11,7	1,7	0,8	2,0
Colombie	3,2	-7,0	10,6	5,4	3,2	3,3
Équateur	0,0	-7,8	4,4	3,7	3,1	2,9
Guyana	5,4	43,5	19,9	47,9	34,3	3,8
Mexique	-0,2	-8,2	4,8	1,7	1,9	2,0
Pérou	2,2	-11,0	13,3	3,1	2,9	3,0
Suriname	1,1	-15,9	-3,5	1,8	2,1	2,7

1. Les taux de croissance globaux sont calculés à l'aide des pondérations du PIB en dollars constants de 2010.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)